



## *Notre Newsletter a 1 an !*

Au vu des pressions fiscales internationales de plus en plus fortes, les demandes pour les services de Family Office augmentent en proportion. La partie conseil de notre métier n'en devient que plus technique et nous force, comme tous les intervenants du métier, à nous adapter aux changements incessants des réglementations.

### **MARCHÉS FINANCIERS ET GESTION DE FORTUNE**

Après un premier trimestre fortement positif sur les marchés, nous assistons à une correction due en grande partie aux problèmes de l'Espagne. Bien que nous bénéficions d'une très bonne connaissance de ce marché, nous avons depuis trois ans, sciemment évité tout investissement tant en actions qu'en obligations. Nous craignons que l'Espagne soit le prochain pays à demander l'aide internationale.

Parallèlement, la reprise économique semble fragile, faisant craindre à certains un scénario équivalent à 2011. En conclusion, tout en n'excluant pas des rebonds significatifs, nous restons prudents quant aux volumes d'investissements.

### **ACTIVITÉS ET PRODUITS IMMOBILIERS**

Le premier trimestre de l'année se termine particulièrement bien pour les activités immobilières de NGI. Nous avons notamment mené à bien la vente d'un bloc de trois immeubles à Lausanne. Mandatés par une fondation de prévoyance suisse, nous avons réalisé la vente auprès d'un fonds de placement immobilier institutionnel faisant également partie de notre clientèle.

De plus, confirmant notre précédente analyse du marché américain, l'un de nos programmes d'investissement, dans un centre commercial à Brickell, au cœur de Miami, s'est avantageusement conclu.

Concernant le marché du logement individuel en Suisse, nous avons quelques inquiétudes. En effet, nous percevons des signes de surchauffe.

Malgré des taux d'intérêt exceptionnellement bas, le coût de l'endettement prend une part de plus en plus importante dans le budget des ménages. De plus, la conjoncture économique actuelle en Suisse risque de se dégrader et apporter un stress supplémentaire sur l'emploi.

Ainsi, sur un marché actuellement demandeur, apparaîtraient des « ventes forcées » volontaires ou pas. Tous ces éléments conjugués à la crainte des ménages de s'endetter, il existe un risque réel que le marché se retourne et que l'offre devienne supérieure à la demande.